

Les crédits

économie plus vigoureuse et mieux équilibrée pour affronter la récession mondiale qui pointe à l'horizon.

C'est avec plaisir que je vais élargir le débat en débordant le cadre des questions soulevées par le député. Celui-ci a parlé essentiellement de la politique macro-économique, des taux d'intérêt, des déficits et d'autres questions semblables que je viens de commenter.

Essayons de voir au-delà des mécanismes concrets qu'il faut faire jouer pour accroître les échanges commerciaux d'un grand pays comme le nôtre. Nous avons bien du mal à le faire comprendre aux néo-démocrates et aux libéraux, mais les marchés mondiaux sont de plus en plus intégrés. En d'autres termes, le Canada ne peut agir seul de son côté; il doit s'intégrer sur les marchés mondiaux et livrer concurrence dans ce contexte d'intégration.

Je voudrais donc expliquer en quelques minutes comment le gouvernement s'efforce de soutenir les exportateurs canadiens. Le Canada, on le sait, est un des plus grands pays commerçants du monde, mais, exception faite de l'agriculture et de l'industrie de l'automobile et des pièces d'automobile, sa performance n'est pas si reluisante. Si, comme pays, nous voulons devenir un pays avec le lequel il faut compter, nous devons renforcer l'ensemble de notre économie. C'est dans cette optique que nous avons proposé des programmes formidables dont je voudrais dire un mot.

Octobre est le mois du commerce international au Canada. C'est le ministre du Commerce extérieur qui en a fait l'annonce la semaine dernière. C'est là une façon de sensibiliser les Canadiens à l'importance des exportations et du commerce international pour le Canada. Cette initiative s'inscrit dans un cadre plus large, notre stratégie commerciale nationale qui est l'oeuvre non pas de notre seul gouvernement, mais de tous les premiers ministres au Canada qui l'ont conçue en 1985.

Cette stratégie, la chose pourra intéresser le député, a un triple objectif. Il s'agit tout d'abord de garantir et de faciliter l'accès aux marchés étrangers. Les premiers ministres ont tous été d'accord là-dessus. Il faut assurer notre accès aux marchés étrangers, ce que l'Accord de libre-échange ainsi que le GATT vont bien sûr nous aider à faire. Ensuite, il faut améliorer notre compétitivité commerciale. Les premiers ministres de toutes les provinces, d'accord avec le gouvernement fédéral, voulaient que nous devenions plus compétitifs, et nous avons bâti notre programme en conséquence. Enfin, nous devons accentuer nos efforts de commercialisation au plan inter-

national. En tant que ministre chargé du Tourisme, je reconnais l'énorme importance de la commercialisation lorsqu'il s'agit de vendre l'image de notre pays, mais la mise en marché importe beaucoup à tous les secteurs de notre économie ou presque et notre stratégie en tient aussi compte.

Les députés se souviendront, je crois, que le gouvernement a proposé une double politique pour mettre au point cette stratégie. Il y a d'abord eu le volet multinational avec l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges. J'ai eu l'honneur de représenter le gouvernement canadien à ces négociations en compagnie du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je me souviens très bien de la semaine que nous avons passée à Punta del Este. Il avait plu toute la semaine, comme il pleut ici aujourd'hui. Les réunions se tenaient dans une maison de jeu. Peut-être était-ce approprié pour des négociations commerciales. Il était très difficile de dire à l'avance si un accord allait finalement être conclu.

Notre gouvernement a travaillé dur, de concert avec le groupe Kierans et d'autres, pour arriver à résoudre l'impasse en ce qui concernait les services, l'agriculture et la libéralisation des échanges de biens et de textiles. Il y a maintenant quatre ans qu'est commencé l'Uruguay Round. On ne sait toujours pas si les négociations se concluront le 1^{er} janvier comme nous l'espérons, mais le gouvernement actuel ne ménage certes pas ses efforts pour amener ce résultat.

L'autre voie que nous avons examinée est, vous l'avez deviné, celle de l'avenue, plus controversée, de l'Accord de libre-échange. Par suite de cet accord, nous avons assuré et élargi notre accès au marché américain. Je n'ose penser ce qu'il nous serait arrivé depuis un an et demi sans cet accord face aux mesures protectionnistes américaines. Le secteur du porc est un bon exemple. Il a été décidé la semaine dernière que la recherche et la prise de position du département du Commerce en ce qui touche le porc étaient erronées et injustifiées. Ils ne pouvaient donc pas aller de l'avant comme ils l'entendaient.

Ce genre de choses n'aurait jamais été possible sans le mécanisme de règlement des différends établi aux termes de l'Accord de libre-échange. Ce mécanisme permet à un pays dix fois plus petit qu'un autre de rivaliser d'égal à égal avec lui. Il favorise de plus l'émergence d'une économie plus dynamique et concurrentielle. En témoignent les 250 000 emplois que nous avons créés depuis la conclusion de l'accord.